PRÉSIDENCE DU FASO

CAPES
Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort nous Vaincrons

POLICY PAPER

L'onde de choc moyen-orientale au Sahel : vulnérabilités, réalignements géopolitiques et impératifs de souveraineté pour le Burkina Faso et la Confédération de l'AES

Résumé

L'escalade militaire au Moyen-Orient déclenchée par l'offensive américano-israélienne du 28 février 2026 contre l'Iran, et l'extension des hostilités au Liban, à la Syrie, à l'Irak et en mer Rouge, ne constituent pas une crise périphérique pour l'espace sahélien. Elles agissent comme un révélateur de vulnérabilités des économies des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) et de la recomposition de l'ordre international.

Loin d'être un théâtre d'affrontement distant et déconnecté des réalités sahélo-sahariennes, la crise multiforme au Moyen-Orient agit comme un multiplicateur de menaces et un révélateur des faiblesses structurelles des économies des pays du Sahel. Pour le Burkina Faso et les deux autres pays de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), ce bouleversement impose une réévaluation lucide des vulnérabilités de l'économie de la Confédération aux chocs exogènes et aux tensions géopolitiques, tout en ouvrant une fenêtre d'opportunité pour affermir la souveraineté économique et diversifier les partenariats géopolitiques.

Synthèse du panel de discussions
organisé le 2 juin 2026 à Ouagadougou

I. Introduction - Contexte - Justification

La tension historique latente entre Israël et l'Iran a débouché le 28 février 2026 sur un affrontement militaire ouvert et d'une violence extrême, depuis que les États-Unis d'Amérique et Israël ont lancé leur Offensive contre l'Iran au motif d'une guerre préventive visant à empêcher l'Iran de se doter de la bombe nucléaire. Ce conflit ouvert a transformé de nombreux pays voisins du Moyen Orient, en des champs de bataille : Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, Koweit, Arabie saoudite, Jordanie, Oman, Liban, Syrie, Irak. Bien qu'éloignés du théâtre des opérations – de cette guerre – le Burkina Faso et les autres pays de la Confédération AES demeurent particulièrement vulnérables à cette crise, en raison de leur forte interdépendance des théâtres de sécurité globale, de l'économie mondiale plus que jamais interconnectée, des flux issus des échanges sociodémographiques découlant des mouvements des voyages et migrations à l'échelle mondiale.

« Dans quelle mesure l'escalade militaire et les recompositions d'alliances au Moyen-Orient mettent-elles à l'épreuve les fondements économiques, sécuritaires et informationnels du «Système Burkina» et de la Confédération de l'AES, et par quels leviers transformer ce choc exogène en opportunité de renforcement de l'autonomie stratégique ? » telle est la problématique de la présente note structurée autour de la méthodologie (section 2), des principaux résultats de l'analyse (Section 3), des recommandations (section 4), suivies de la conclusion (section 5).

II. Méthodologie de l'analyse

La présente note découle d'une revue documentaire, complétée par les enseignements des échanges issus du panel de discussions organisé par le Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES), le 02 juin 2026 en présentiel et en virtuel. Avaient participé en tant que communicants à ce panel, les représentants des Institutions et structures que sont la Commission Nationale de la Confédération des États du Sahel, le Centre National d'Etude Stratégiques, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Direction Générale de l'Economie et de la Planification.

La présente synthèse découlant de la revue documentaire et des échanges du panel porte, notamment sur les dimensions suivantes du conflit analysé : (i) les canaux de transmission des effets du conflit à l'économie du Burkina Faso ; (ii) les conséquences macro-économiques, diplomatiques et géopolitiques où l'analyse des tensions budgétaires, du dilemme de la rente aurifère, du risque de diversion de l'attention internationale et de l'affirmation d'un ordre multipolaire et (iii) les Recommandations de politique visant à sécuriser la trajectoire d'émancipation de l'AES.

III. Principaux résultats

3.1. Canaux de transmission des effets du conflit aux pays du Sahel

Le Burkina Faso et l'AES maintiennent des relations bilatérales avec les belligérants directs (Iran, États-Unis, Israël) tout en consolidant des liens stratégiques avec les puissances indirectes (Russie, Chine, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Qatar). Les conséquences de la crise pénètrent les économies sahéliennes par trois canaux principaux.

3.1.1. Le canal énergétique : le goulot d'étranglement d'Ormuz

Le détroit d'Ormuz (260 km de long pour 34 km de largeur minimale) contrôle l'écoulement de 20 à 30 millions de barils/jour, soit plus du cinquième de la consommation mondiale. Toute rupture ou menace sur ce corridor engendre une hausse immédiate des cours mondiaux du pétrole brut. L'inflation importée des produits pétroliers raffinés renchérit directement le fret intérieur routier, augmentant les coûts marginaux de l'industrie manufacturière, des chantiers de BTP, de l'extraction minière et de la production thermique d'électricité.

Face à la dégradation du pouvoir d'achat des ménages et à la hausse des coûts des transporteurs, l'État fait face à un dilemme : absorber le choc via la Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures (SONABHY) par des subventions accrues — au risque de creuser le déficit budgétaire — ou ajuster les prix à la pompe, alimentant la spirale de l'inflation.

3.1.2. Le canal des intrants et de la sécurité alimentaire

Le Proche-Orient et les zones adjacentes constituent un carrefour mondial pour la production d'engrais azotés (urée) et phosphatés. Selon les analyses les perturbations pourraient entrainer une diminution de 16 à 24% des disponibilités en intrants agricoles du Moyen Orient vers les pays destinataires et une baisse d'environ 30% des approvisionnements en urée en provenance du Detroit d'Ormuz. Cette pénurie induit une baisse potentielle de productivité de 20 % à 40 % sur les cultures céréalières vivrières (maïs, riz, sorgho) et de rente (coton), menaçant les objectifs de souveraineté alimentaire fixés à travers l'Offensive agro-pastorale. Les filières de meunerie, boulangerie et huiles végétales sont heurtées de plein fouet par la hausse des cours mondiaux et l'allongement des cycles de livraison des matières premières.

Cette situation obligerait les pouvoirs publics à renforcer les mécanismes de soutien à travers des subventions aux intrants agricoles ou d'autres mesures de compensation, en vue de préserver les capacités de production et contenir le choc sur les prix intérieurs. Ces interventions de l'État, constituent une charge budgétaire additionnelle qui en se prolongeant ou en s'intensifiant, induiraient d'importants coûts d'opportunité, réduisant la capacité de l'Etat à intervenir dans les autres domaines de développement.

3.1.3. Le canal du fret maritime et de la logistique globale

L'insécurité chronique en mer rouge force les armateurs à dérouter les navires commerciaux via le Cap de Bonne-Espérance, augmentant les délais de transit de 10 à 15 jours et provoquant une flambée des primes d'assurance maritime pour risque de guerre. Pour les pays de l'AES, tributaires des corridors de transit portuaire ouest-africains (Lomé, Cotonou, Tema, Abidjan), cela se traduit par des surcoûts d'importation sur les machines industrielles, les pièces de rechange et le ciment.

3.2. Les impacts macro-economiques majeurs

3.2.1 Le choc asymétrique sur le prix du pétrole et de l'Or

L'instabilité chronique dans le détroit d'Ormuz et en mer rouge génère des tensions immédiates sur les cours mondiaux du baril et majore le coût du fret maritime et des assurances internationales. Pour les pays enclavés de l'AES, cette hausse se traduit instantanément par une inflation importée du prix des carburants à la pompe, augmentant les coûts logistiques internes et pesant lourdement sur les subventions publiques de l'énergie. Parallèlement, la ruée globale vers les valeurs refuges propulse le cours de l'or à des sommets historiques. Cette conjoncture offre une opportunité fiscale et monétaire sans précédent pour le Burkina Faso, grand producteur aurifère. Les débats ont souligné l'impératif

de concrétiser la souveraineté sur cette ressource : accélération des raffineries locales d'or, constitution de réserves stratégiques en or par la Banque Centrale et maîtrise stricte des circuits d'orpaillage artisanal afin d'éviter les fuites de capitaux et le financement occulte de groupes armés.

3.2.2. La menace sur la sécurité alimentaire et la chaîne des intrants

Le Proche et Moyen-Orient, ainsi que les voies maritimes adjacentes (canal de Suez), forment un carrefour névralgique pour le commerce des engrais chimiques azotés et phosphatés. La perturbation des approvisionnements ou l'envolée de leurs prix menacent directement les campagnes agricoles au Burkina Faso et de l'espace AES. Sans intrants accessibles, les rendements céréaliers risquent de chuter, fragilisant les populations rurales déjà éprouvées par les déplacements forcés et limitant ainsi les retombées de l'Offensive agro-pastorale impulsée pour atteindre l'autosuffisance.

3.3. Conséquences sur la geopolitique : pragmatisme, alliances et diversion stratégique

3.3.1. L'effet de diversion et l'érosion continue des financements

L'attention politico-médiatique et les ressources d'aide d'urgence de la communauté internationale sont massivement siphonnées par les crises au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. Ce phénomène de « fatigue sahélienne » se manifeste par un recul notable des financements humanitaires, des lignes de crédit concessionnelles et des programmes d'aide au développement.

3.3.2. Les risques géopolitiques pour le Burkina Faso et les pays de l'AES

Le conflit entre l'Iran et le bloc États Unis d'Amérique et Israël qui se poursuit pourrait affecter les capacités sécuritaires du Burkina Faso et des pays de l'AES. En effet, les partenaires stratégiques des pays du Sahel confrontés à la nécessité de sécuriser leur pays ou un théâtre d'opération donné, pourraient être contraints de réorienter leurs ressources et stocks d'équipements à des emplois domestiques et/ou prioritaires. Une telle situation pourrait freiner le cours de certains programmes de coopération en matière de sécurité dont bénéficiait le Burkina Faso et les pays de l'AES de la part de l'Iran et de certains de ses alliés.

De même, l'exacerbation du conflit au Moyen-Orient et la circulation d'équipement militaire qu'il induit pourrait alimenter le théâtre des opérations du Sahel par des armes et équipements nouveaux, à même de renforcer la déstabilisation des pays de l'AES par les terroristes.

IV. Recommandations stratégiques

Afin d'atténuer les menaces que suscitent la crise et de saisir les fenêtres d'opportunité économiques et géopolitiques, les axes prioritaires d'intervention se structurent selon trois horizons temporels :

4.1. Mesures d'urgence et d'amortissement (Court terme : 0 – 6 mois)

Instituer un Observatoire des prix des intrants critiques (pétrole, urée, blé, ciment, métaux) pour anticiper les spéculations de marché.

Réajuster les mécanismes de péréquation financière de la SONABHY et négocier des contrats de livraison pétrolière d'État à État (G2G) avec des producteurs partenaires pour

sécuriser un stock tampon d'au moins 90 jours.

Établir une ligne de garantie et de préfinancement douanier pour les importateurs de fertilisants et de céréales de base.

Mettre en place une cellule conjointe AES de veille stratégique et de surveillance des guerres narratives afin de prémunir l'opinion publique contre les manipulations médiatiques liées aux tensions internationales.

Renforcer la coordination diplomatique au sein de l'AES pour accroître le poids collectif dans les enceintes internationales.

Adopter une posture de diplomatie d'équilibre, fondée sur les intérêts nationaux et confédéraux, sans alignement automatique sur des blocs.

Renforcer le contrôle de la circulation des armes.

4.2. Mesures d'adaptation productive et financière (Moyen terme : 6 – 24 mois)

Accélérer l'installation de centrales solaires dédiées aux zones industrielles et agro-alimentaires (avec exonérations douanières et TVA sur les équipements) pour réduire la dépendance au gasoil lourd de la SONABEL.

Soutenir l'industrialisation rapide de la filière des biofertilisants locaux et valoriser les gisements de phosphates sahéliens pour substituer les engrais importés.

Opérationnaliser la raffinerie nationale d'or, formaliser les comptoirs d'orpaillage artisanal et affecter une quote-part de la production minière à la constitution de réserves métalliques d'État.

Établir des couloirs d'approvisionnement directs avec des partenaires émergents (Chine, Inde, Turquie) pour sécuriser l'importation de biens de capitaux hors des zones de tensions maritimes.

4.3. Mesures de refondation et d'autonomie structurelle (Long terme : au-delà de 24 mois)

Institutionnaliser un Fonds Souverain Confédéral alimenté par les rentes de l'or, du lithium et du pétrole brut, adossé à la Banque d'Investissement de l'AES pour financer les grands corridors ferroviaires, routiers et hydroélectriques.

Harmoniser les politiques commerciales internes, bâtir un marché commun des céréales sèches (mil, sorgho, maïs) et développer une industrie régionale de matériaux de construction (clinker, ciment, briques de terre compressée) afin de réduire la dépendance au clinker importé.

Développer un complexe militaro-industriel endogène et mutualisé à l'échelle de l'AES pour concevoir et maintenir les équipements tactiques de surveillance et d'intervention.

V. Conclusion

La crise moyen-orientale en cours agit comme un test de résistance grandeur nature pour le Sahel central. Si elle comporte des risques évidents d'inflation importée, de compression budgétaire et de réorientation de l'aide internationale, elle confirme la pertinence historique de la trajectoire adoptée par le Burkina Faso et la Confédération de l'AES.

En substituant la dépendance aux circuits d'importation par l'essor de filières productives endogènes, en transformant localement les matières premières stratégiques (or, énergie, minerais) et en conduisant une diplomatie de non-alignement équilibrée et souveraine, l'AES dispose de tous les leviers pour convertir ces turbulences globales en un socle d'émancipation politique et de résilience économique durable.

VI. Références & contributions scientifiques

Intervenants au Panel du CAPES

- **Adama SIGUIRÉ,** *Vice-président de la Commission Nationale de la Confédération des États du Sahel, chargé des questions de Développement.*
- **Général Barthélémy SIMPORÉ,** *Directeur Général du Centre National d'Études Stratégiques (CNES), et David Nelson W. COMPAORE, Département Géopolitique et Relations Internationales.*
- **Marcel THIOMBIANO**, *Conseiller Technique à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF).*
- **Brahim KÉRÉ**, *Directeur en charge de la Prévision, Direction Générale de l'Économie et de la Planification (DGEP).*

Sources institutionnelles & académiques de référence :

- **Bureau d'analyses stratégiques (BAS) du ministère des Affaires étrangères (MAE)**, *« L'hypothèse de la survie du régime iranien des mollahs suivie de la reprise des négociations ». Contribution au mini-panel de débat prospectif organisé par le CAPES sous le thème « Répercussions de la crise au Moyen-Orient sur l'écosystème du Burkina Faso et des pays de l'AES ». Ouagadougou, 02 juin 2026.*
- **BCEAO / UEMOA (2023-2024)** *: Rapports sur la situation économique régionale et notes de conjoncture.*
- **FAO / IFPRI (2022-2023)***: Impact of fertilizer prices on global food security.*
- **FMI / Banque Mondiale (2022-2024)** *: Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa & Commodity Markets Outlook.*
- **Stopford, M. (2009) & CNUCED (2023)** *: Maritime Economics et Review of Maritime Transport.*
- **Kilian, L. (2008) & Hamilton, J. D. (2009)** *: Analyses macroéconomiques des chocs pétroliers et de la transmission de l'inflation énergétique.*

CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

(+226) 25 37 43 55
courrier@capes.bf
www.capes.bf

Scannez ce code QR et accédez
à l'ensemble de nos policy papers

Le savoir au service du développement !